

DEPUIS PLUS D'UN AN, LES ASSOCIATIONS MEMBRES DE L'ASSÉ ONT ENTREPRIS UNE ESCALADE DES MOYENS DE PRESSION ...

3 NOVEMBRE 2006: ULTIMATUM LANCÉ AU GOUVERNEMENT. CELUI-CI N'ÉMETTRA AUCUNE RÉPONSE. PARALLÈLEMENT, UNE CAMPAGNE DE PÉTITION EST LANCÉE.

6 DÉCEMBRE 2006 : MANIF'ACTION SYMBOLIQUE SE DÉROULE À MONTRÉAL. REMISE D'UNE PÉTITION DE 10 000 SIGNATURES AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION APPUYANT LES REVENDICATIONS DE L'ASSÉ. LA SEULE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT SERA UN ACCUSÉ DE RÉCEPTION QUI N'ABORDE AUCUNEMENT LA QUESTION DE NOS REVENDICATIONS

29 MARS 2007 : MANIFESTATION NATIONALE À MONTRÉAL. UNE DIZAINE D'ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES ONT VOTÉ UNE JOURNÉE DE GRÈVE AFIN D'Y PARTICIPER, CELLE-CI AYANT RASSEMBLÉ ENVIRON 3500 PERSONNES.

4 MAI 2007: RENCONTRE AVEC LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, MICHELLE COURCHESNE. MALGRÉ LA MENACE ANNONCÉE D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE À L'AUTOMNE, LA MINISTRE NE FAIT QUE TÉMOIGNER LA FERMETURE DU GOUVERNEMENT FACE À NOS DEMANDES.

AUTOMNE 2007: VERS LA 9<sup>e</sup> GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT QUÉBÉCOIS?

## Et ma session dans tout cela?!

Bien évidemment, on ne recourt pas à la grève par plaisir, mais bien lorsque l'on juge qu'elle représente le moyen d'action qui nous permettra de faire en sorte que nos revendications soient satisfaites. La grève vient affecter notre session; toutefois, le gouvernement ne peut pas, économiquement et logiquement, se permettre d'annuler une session. Dépendamment de la durée de la grève, la session peut par contre être prolongée. Bien entendu, mener une grève générale illimitée n'est pas un choix qui se prend à la légère. Il importe toutefois de prendre en compte les conséquences à long terme de notre inaction face aux mesures néfastes imposées par le gouvernement.

# UNE GRÈVE, C'EST QUOI ?!

La **grève** est un arrêt volontaire et collectif d'une activité afin de faire valoir des revendications qui ne sauraient être entendues autrement. C'est un moyen de lutte contre les abus des autorités dites compétentes.

Le terme «**générale**» veut dire que plusieurs associations doivent être impliquées dans le mouvement.

Le terme «**illimitée**» veut simplement dire que la grève est déclenchée sans durée prédéterminée par les membres - dans le cas qui nous intéresse, les étudiantes et étudiants - et qu'elle sera arrêtée lorsque les membres le décideront. Localement, des assemblées générales hebdomadaires sont nécessaires pour savoir si la grève se poursuit et quelle orientation elle prend.

## Histoire des grèves étudiantes au Québec :

**1968:** Gel des frais de scolarité (qui durera jusqu'en 90), fondation de l'Université du Québec (premières universités publiques québécoises), réforme du régime d'aide financière.

**1974:** Abolition des TAEU (tests de sélection pour l'université), améliorations considérables au régime des prêts et bourses.

**1978:** Encore une fois, le régime des prêts et bourses est amélioré considérablement.

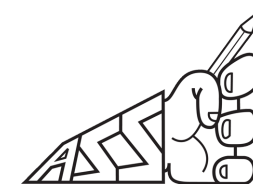
**1986:** Le gouvernement libéral menace de dégeler les frais de scolarité. La grève étudiante l'oblige à reculer. Le réseau des Universités du Québec renonce à percevoir des frais afférents pour les deux prochaines années.

**1996:** Le gouvernement péquiste menace de dégeler les frais de scolarité. La grève l'en empêche.

**2005:** Le gouvernement modifie certains aspects du régime des prêts et bourses au détriment des étudiantes et étudiants. La grève permet que les 103 millions de bourses converties en prêts reviennent sous forme de bourses à partir de 2006.

# Grève Générale Illimitée

QUESTIONS  
ET RÉPONSES  
SUR LA GRÈVE ÉTUDIANTE



# 1 POUR 50 \$ DE PLUS PAR SESSION, LA GRÈVE GÉNÉRALE N'EST-ELLE PAS DÉMESURÉE?

Le dégel des frais de scolarité implique effectivement une augmentation de 50 \$ pour la session d'automne 2007. Par contre, cette augmentation est cumulative et, à terme en 2012, cela portera la hausse totale à 500 \$ de plus par année. Couplées aux incessantes hausses de frais afférents locaux et à un régime d'aide financière menant tout droit au fardeau de l'endettement, nous sommes devant une sérieuse attaque qui creuse encore plus profondément la tombe de l'accessibilité aux études postsecondaires.

Par contre, notre combat aspire à plus qu'une seule position défensive. Notre plate-forme de revendications se veut plutôt une lutte offensive en trois points réclamant davantage que le seul retour au statu quo :

- 1- LA GRATUITÉ SCOLAIRE À TOUS LES NIVEAUX AFFIRMANT QUE LE SEUL DÉGEL ACCEPTABLE EN EST UN À LA BAISSÉ.
- 2- UN RÉINVESTISSEMENT MASSIF VISANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ ET DE LA QUALITÉ DES RESSOURCES ET SERVICES EN ÉDUCATION, LIBRE DE L'INTERVENTION DU PRIVÉ.

Ces exigences politiques s'inscrivent dans une perspective de changement sociétal global où la justice sociale triompherait sur la logique marchande néolibérale. De tels buts en rupture avec l'idéologie dominante font appel à des moyens conséquents et la grève générale illimitée s'avère être l'outil le plus approprié pour obtenir ainsi satisfaction.

- 3- LA MISE SUR PIED D'UN SYSTÈME DE GARDERIES PUBLIQUES ADAPTÉES À LA CONDITION ÉTUDIANTE.

# 2 À QUOI BON VOULOIR FAIRE LA GRÈVE SI DE TOUTE MANIÈRE NOUS N'ARRIVERONS PAS À CHANGER LES CHOSSES?

Il est faux de penser que les gouvernements resteront comme des monuments de fer malgré une contestation populaire de taille. Devant un puissant rapport de force face à l'État, les gouvernements n'auront d'autres choix que de satisfaire nos revendications. Concrètement, cela doit se traduire par une population étudiante largement informée et mobilisée qui, en temps de grève, devra déployer une multitude de moyens d'action visant à maximiser la pression sur la classe politique.

Historiquement, les plus grands gains ont été faits via le moyen de la grève générale illimitée. Au Québec, le mouvement étudiant a mené huit grèves générales illimitées ayant généralement abouti à des gains considérables. En dernier lieu, il est plus profondément question ici de savoir si nous voulons toujours réfléchir sur notre société et ainsi travailler à l'améliorer ou si nous nous résignons à s'adapter à la logique du néolibéralisme omniprésente.

**Par l'appel à la grève générale, nous disons qu'oser lutter, c'est oser vaincre!**

# 3 LE MOMENT N'EST-IL PAS PRÉCIPITÉ POUR DÉCLENCHER UNE GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE?

Depuis l'année dernière, l'ASSÉ a enclenché une escalade de moyens de pression pour que soient satisfaites ses revendications. En dépit d'un ultimatum et d'une large campagne de pétitions, puis d'une mobilisation ayant culminé au printemps dernier dans une manifestation nationale, le gouvernement perdure à nous ignorer. Malgré ces diverses actions, le gouvernement a quand même osé procéder au dégel des frais de scolarité, témoignant d'un véritable mépris envers nos demandes. La menace de déclenchement d'une nouvelle grève générale étudiante a été clairement énoncée lors d'une rencontre avec le ministre, mais le gouvernement n'a pas voulu satisfaire nos exigences. C'est pourquoi l'appel à ce dernier recours s'inscrit dans une lente escalade des moyens de pression et vise à être le moyen ultime pour obliger le gouvernement à nous écouter.

# 4 MALGRÉ LA JUSTESSE DE LA CAUSE, LA VIOLENCE FAITE PAR PLUSIEURS NE DISCRÉDITERA-T-ELLE PAS CE COMBAT LÉGITIME?

Il faut s'entendre préalablement sur ce qui est signifié par «violence». Pendant la grève de 2005, la Coalition de l'ASSÉ élargie (CASSÉE) avait été qualifiée de violente par le ministre de l'Éducation de l'époque à la suite de l'occupation de son bureau. L'usage de moyens de pression à caractère potentiellement illégaux, telles l'occupation et la perturbation économique, ne doit ainsi pas être confondu avec la notion de violence.

Ces types d'actions sont de cruciaux atouts lors d'une grève et il ne faudrait surtout pas les exclure d'emblée. Malgré que les médias et le gouvernement voudront nous discréditer prétextant un recours de notre part à la «violence», nous devons être déterminé-e-s à démontrer la légitimité de notre combat et ne pas céder à un tel chantage. La violence, au sens plus précis de porter atteinte à l'intégrité physique d'une personne, n'a bien entendu jamais été prônée par l'ASSÉ.

Enfin, il est important que les moyens à entreprendre fassent l'objet de débats préalables dans les assemblées générales et que ce soient ces dernières qui aient le dernier mot sur l'orientation de notre combat. Des mots d'ordre concernant les actions à déployer pourront alors être votés en Congrès pour permettre à nos porte-parole de pouvoir se dissocier médiatiquement de moyens de pression allant à l'encontre de nos positions collectives.

# 5 POUVONS-NOUS PENSER OBTENIR UNE VICTOIRE À TRAVERS UNE GRÈVE DE COURTE DURÉE?

Le but aurait été de pouvoir éviter la grève si nous avions pu forcer le gouvernement à nous écouter autrement. Celui-ci ne nous laissant maintenant guère d'autres choix, il est par contre bien entendu que l'objectif est d'obtenir gain de cause dans les plus brefs délais. Pour que cela puisse être possible, il faut que le plus grand nombre d'associations étudiantes déclenche de manière coordonnée la grève. Une fois la grève déclenchée, il faudra qu'une participation massive aux divers moyens d'action ait lieu pour que le gouvernement se sente acculé au pied du mur.

Selon une escalade des moyens de pression réfléchi stratégiquement, nous devons diversifier nos actions afin d'intensifier progressivement la pression sur les gouvernants. Actions artistiques, manifestations, occupations et perturbations économiques, rien ne doit être exclu à l'avance si nous voulons mettre toutes les chances de notre côté afin d'arriver à nos fins. Par contre, devant un gouvernement de droite, il faut s'attendre à ce que la bataille nécessite une patience et une grande détermination.

# 6 QUE POUVONS-NOUS ENFIN ESPÉRER DE CETTE GRÈVE?

Nous devons mener cette bataille avec la ferme intention d'obtenir satisfaction sur nos revendications. Étant donnée la nature offensive de notre plate-forme, nous devons à tout le moins travailler avec la plus grande ardeur à mener le combat au-delà du statu quo en arrachant ainsi des avancées pour le droit à une éducation accessible et de qualité. Concrètement, cela vise à ce que nous envisagions avec sérieux la poursuite de la grève au-delà du seul retour au gel des frais de scolarité. Par contre, la grève connaîtra nécessairement une fin et, tout dépendant de la conjoncture, des compromis seront probablement à envisager dans notre affrontement avec le gouvernement. Un indicateur préalable de notre victoire sera notre capacité à nous tailler une place aux tables de négociation.

Par contre, la menace d'une signature d'une entente à rabais par les fédérations étudiantes (la FEUQ et la FECO) est le scénario le plus à craindre. Ainsi, l'existence même des fédérations menace notre capacité à atteindre nos revendications, puisqu'elles nivelleront toujours leurs demandes vers le bas, expliquant ainsi pourquoi le gouvernement les considère comme des interlocuteurs privilégiés. Leur soi-disant «réalisme politique» ne représente rien de moins qu'une capitulation sur des objectifs offensifs, en rupture avec la logique du gouvernement.

Il est difficile de savoir à l'avance le dénouement de la grève. Avec une population étudiante bien informée et mobilisée, prête à déployer des moyens de pression et déterminée, les meilleurs espoirs de gagner seront de notre côté. Rappelons une dernière fois combien de nombreuses batailles historiques ont été gagnées par un tel moyen de pression, telles la journée de travail de 8 heures, l'assurance-chômage et l'assurance-maladie. À nous maintenant d'écrire l'histoire de nouvelles victoires tant aujourd'hui que demain.

**FINI LA DÉRIVE, PASSONS À L'OFFENSIVE!**